

Propos sur la défense

Ce 14 juillet a été endeuillé par le décès en opération de plusieurs de nos camarades.

Regrettons la polémique issue des propos indécents d'Eva Joly qui vise la présidence de la république et la responsabilité ... d'être chef des armées. Nous pouvons donc nous inquiéter pour l'avenir des armées si cette candidate était élue.

S'ajoute aussi la question de la binationalité, sujet politique débattu depuis plusieurs semaines et qui est de nouveau d'actualité, toujours avec Eva Joly. Nous ne pouvons cependant que soutenir la position du Premier ministre face à celle qui ne serait pas venue en drakkar selon elle mais qui en a sans doute gardé les traditions ... des raids destructeurs !

Eva Joly, candidate écologiste à la présidentielle, a donc proposé de remplacer le défilé militaire du 14 juillet par un défilé citoyen qui rassemblerait les enfants des écoles, les étudiants, les « seniors », « dans le bonheur d'être ensemble, de fêter les valeurs qui nous réunissent ». A l'image de ce qui se fait en Norvège sans doute.

Eva Joly, française certes par la loi, avait rappelé lors de son élection par les verts qu'elle était française depuis cinquante ans. Elle a montré avec ses déclarations qu'elle n'avait pas tout compris et que cette dimension légale de sa nationalité française ne lui donnait pas cette culture de la nation française. Elle s'est discréditée comme ceux, rares, qui l'ont soutenue, Noël Mamère, Daniel Cohn-Bendit et Cécile Duflot, ceux qui ont aussi pris le train en marche comme François Hollande, Martine Aubry ou Jean-Luc Mélenchon en orientant le débat sur la binationalité et les attaques contre le Premier ministre. Voilà où nous en sommes en France aujourd'hui.

Rappelons-nous ce qu'avait déclaré, selon l'Express, Dominique Voynet alors ministre et aujourd'hui sénatrice vert, après le défilé militaire du 14 juillet 1997 sur les Champs Elysées auquel elle venait d'assister : « Ministre ou pas ministre, les militaires, il faut les fréquenter pour ne pas oublier à quel point ils sont cons ». Pour ceux qui ne s'en seraient pas aperçus, il y a manifestement toujours entre les « verts kakis » et les « verts écologistes » des incompatibilités qui ressemblent bien aux luttes idéologiques d'hier entre les armées et l'extrême-gauche.

Cette mise à l'honneur des armées a néanmoins permis l'expression de propos sur la défense dans Valeurs actuelles et le Monde qui apportent un éclairage sur les armées d'aujourd'hui et de demain.

Citons le général d'armée Irastorza, chef d'état-major de l'armée de terre interviewé sur les forces terrestres aujourd'hui dans Valeurs Actuelles.

C'est aussi un officier supérieur de l'armée de terre, le colonel Chauvancy qui, dans le Monde, pose la problématique des missions des armées au XXI^e siècle dont la vocation ne serait pas seulement d'être un corps expéditionnaire mais aussi de répondre aux attentes de la population au titre de sa sécurité. Il considère en particulier que les armées sont une institution clé pour la démocratie. Ce débat n'est pas neutre pour l'avenir des armées et des propositions intéressantes sont avancées.

Attirons l'attention enfin sur l'audition du chef d'état-major des armées par la commission de la défense nationale et des forces armées qui est mise en ligne sur www.defense-et-republique.org.

ILS ONT DIT....

GENERAL D'ARMEE IRASTORZA, VALEURS ACTUELLES, 14 JUILLET 2011

COLONEL CHAUVANCY, LE MONDE, 13 JUILLET 2011

Général Irastorza : “D’abord l’opérationnel”

Entretien Grand artisan de la professionnalisation de l’armée de terre, le général Elrick Irastorza, son chef d’état-major, décrit l’outil qu’il a forgé.

Le 30 août à minuit, Elrick Irastorza, 61 ans le 29 septembre, posera son barda après cinquante années de services. Commencée sous l’uniforme des enfants de troupe à Autun, le 2 septembre 1961, poursuivie à Saint-Cyr et dans les parachutistes des troupes de marine (il fut le chef de corps du 8^e RPIMA de Castres), sa carrière l’amena à la plus haute responsabilité de l’armée de terre : il en est le chef d’état-major depuis juillet 2008. Il commanda aussi l’école de l’infanterie, à Montpellier, et les forces françaises en Côte d’Ivoire, en 2005. Spécialiste de la formation, le général Irastorza aura été l’un des grands artisans de la professionnalisation.

Avant de « prendre de la distance » et d’écrire sur « les choses passionnantes » qu’il a vécues, il nous livre son appréciation sur l’outil de combat qu’il va léguer à son successeur, le général Ber-

“L’armée de terre est un des seuls corps de l’État à pouvoir offrir une diagonale unique d’élévation par l’effort.”

trand Ract-Madoux, qui est actuellement directeur de cabinet du directeur de la DGSE.

L’armée de terre est-elle en surchauffe opérationnelle ? Pas du tout. Je le réfute absolument. Nous ne sommes pas “au taquet”. Pendant des années, on a eu 10 000 hommes en opérations, 4 000 en

missions de courte durée, ce qui a toujours été la limite raisonnable pour durer, avec le jeu des relèves. Actuellement, nous en sommes à 7 000 en opérations et 3 500 en missions de courte durée. Je le confirme : j’en ai sous le pied ! **Pourriez-vous répondre à d’autres sollicitations ?** Oui. Nous avons répondu en soixante-douze heures pour déployer le groupe aéromobile vers la Libye, où ces militaires font preuve d’une compétence professionnelle dont on n’a pas idée. Ce qu’ils font est techniquement très pointu et humainement très éprouvant.

Et ailleurs ? Nous avons de bons soldats, courageux, généreux, modestes, aussi bien équipés que nos moyens nous le permettent, bien commandés. Ce résultat découle d’une nouvelle politique de ressources humaines que je place au cœur de tout.

Laquelle ? Jusqu’à présent, on allait chercher nos sous-officiers dans le civil, puis on les formait dans notre très belle école de Saint-Maixent. Maintenant, nos soldats sont le vivier préférentiel pour ce recrutement, en symétrie avec celui des officiers, dont 70 % sont de recrutement interne. Je veux qu’on arrive à la même proportion pour nos sous-officiers.

Au risque d’appauvrir le système ? Non. Nos jeunes soldats ont un bon niveau scolaire, une très grande qualité professionnelle. Beaucoup sont bacheliers ou plus, venus chez nous “pour voir”. Il faut puiser chez eux nos sous-officiers, dont certains deviendront officiers. L’armée de terre est un des seuls corps de l’État à pouvoir offrir une telle diagonale d’élévation par l’effort. À l’École de guerre, cette année, en sciences humaines, un quart de la promotion d’officiers est issu du rang.

Notre société ignore-t-elle qu’elle a de si “bons soldats” ? La reconnaissance de la Nation reste un problème, mais on revient de loin. Dans les années 1970, les militaires ne sortaient jamais en tenue. Aujourd’hui, ce n’est plus le cas. Les armées sont bien acceptées, comme

le prouvent les sondages d’opinion, mais apparaît une sorte d’“affectueuse indifférence”. On aime bien les militaires, mais on ne sait pas trop ce qu’ils font.

Pourquoi ? Après l’effondrement du pacte de Varsovie, on est passé des menaces aux frontières à des menaces sans frontières. La sécurité des Français n’est plus réductible à celle de l’Hexagone ou de l’Europe, elle est planétaire.

Un pays comme le nôtre, qui n’a ni sources d’énergie ni matières premières, condamné à exporter pour en acheter, a donc intérêt à contribuer avec d’autres à la stabilité du monde. C’est difficile de l’expliquer aux Français, toujours tentés par le repli.

Pourquoi les armées sont-elles si réticentes à associer le public à l’hommage rendu à nos soldats morts au combat ? Je ne supporte pas

Elrick Irastorza :
“Nous sommes condamnés à contribuer à la stabilité du monde.”



ce reproche. La douleur d'une famille est irrépressible, c'est pour cela que nous souhaitons que la première étape du retour, quand le cercueil apparaît couvert du drapeau tricolore, reste un moment de deuil partagé en famille : celle des parents et amis, celle de l'armée. Nous le faisons aux Invalides, en cercle restreint, pour que la douleur puisse s'exprimer. L'hommage national est ensuite ouvert à tout le monde. **Êtes-vous satisfait de ces hommages ?** C'est très aléatoire d'une ville à l'autre. Certaines montrent une vraie ferveur, qui n'est pas feinte. D'autres mettent plus d'enthousiasme à défendre la présence de leur garnison qu'à venir témoigner une quelconque affection au soldat tué et à sa famille. J'ai eu de très fortes déceptions.

Redoutez-vous les choix budgétaires des politiques ? Demandez-leur ! Notre pays aura rendez-vous avec ses ambitions après la présidentielle de 2012. Il décidera alors du rôle qu'il veut continuer à jouer dans le monde : la voix de la France portera si elle est soutenue par une capacité militaire à pouvoir s'engager. Tout dépendra du niveau d'ambition que l'on veut conserver. Les choix budgétaires ne dépendent pas de nous, mais nous les déclinons avec des conséquences sur les missions. À tel profil budgétaire correspondra telle réduction de nos capacités.

Les sujets militaires doivent-ils être débattus pendant la campagne ? Oui. Ce serait étonnant qu'ils ne le soient pas. Tout le monde doit être bien informé des enjeux et le débat doit porter sur l'ensemble de nos engagements.

Affaire Pommerol "Ne pas faire insulte à nos soldats..."

Etes-vous d'accord avec le père de Pommerol quand il dénonce "la crainte presque servile" de l'armée envers l'islam, citant le cas d'un soldat féminin contraint de porter le voile en Afghanistan ? **Général Irastorza :** Je suis tout à fait d'accord avec lui, mais pas pour les raisons qu'il avance. Il dénonce une soumission à l'islam à la limite de l'apostasie quand je condamne, moi, une prise de distance inacceptable avec l'article 1^{er} de la Constitution, qui dispose que « la France est une République laïque ». Je connais suffisamment la composition du paquetage militaire pour savoir que le voile n'en fait pas partie. L'officier qui a ordonné le port du chèche comme voile a commis une "boulette".

Comprenez-vous la colère du "padre" ? Le militaire cherche son chemin en tentant de concilier ses obligations professionnelles et ses convictions personnelles. Je rappelle

qu'un aumônier militaire est assujéti à la loi portant notre statut, en particulier quant à l'obligation de réserve. Tertulien disait que le martyr était semence de chrétiens ; l'encre des pseudo-martyrs peut être semence de division.

Estimez-vous, comme l'a écrit "le Monde", qu'il y a des considérations politiques derrière "l'affaire Pommerol" ? Je constate simplement que l'affaire est entrée dans la sphère politique depuis la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire. Dans cette "affaire", ma responsabilité est de veiller à la cohésion de l'armée de terre et au respect des lois de la République. Mais franchement, si, après toutes ces années d'engagement et toutes ces pertes, notre histoire sur ce théâtre se résume à cette affaire de voile ou de distributions de tapis de prière, on fait insulte à nos soldats. C'est inacceptable.

Propos recueillis par F. P. et G. R.

Au risque de fragiliser notre cohésion et de faire le jeu de nos adversaires ? Cela fait longtemps qu'ils ont compris que la cible n'est pas nos soldats, mais notre opinion publique. Les talibans n'imaginent pas vaincre militairement la coalition, mais ils cherchent à affaiblir sa volonté. On ne met pas 120 kilos d'explosif sur une route simplement pour crever un pneu.

Les moyens de l'armée de terre sont-ils suffisants ? On n'est pas en limite, mais on pourrait y arriver assez rapi-

dement si les choses s'éternisaient, en particulier pour notre infanterie. La régénération du potentiel serait un problème. Sur notre cycle à cinq temps – préparation, engagement, récupération, réapprentissage, remises à niveau –, on tient la route tant qu'on tourne sur 15 000 personnes engagées, multipliées par cinq.

Quel épisode de votre carrière aura été le plus complexe ? Construire une armée professionnelle composée à 72 % de contractuels. J'ai été impliqué dans la professionnalisation dès les études préliminaires, puis je l'ai conduite, avec d'autres, entre 1996 et 2002. On avait dit qu'il faudrait dix ans pour construire une armée pro. On y est arrivé.

C'est votre plus grande satisfaction ? Oui. Avec la certitude qu'il n'y a plus d'armée à plusieurs vitesses. Malgré les spécificités d'armes, tous nos régiments se valent.

Cette réforme est-elle achevée ? Non : sur les 24 000 postes à supprimer, il faut en rendre encore 8 300. L'armée de terre doit s'adapter aux normes et procédures d'aujourd'hui. Elle n'est pas faite pour "fonctionner", mais pour produire de la capacité opérationnelle.

Propos recueillis par FRÉDÉRIC PONS et GUILLAUME ROQUETTE



Patrouille en Afghanistan. "On n'est pas en limite, mais..."

MARK CHARRIEL

LE MONDE DU 13 JUILLET 2011

QUELLE ARMÉE POUR LA FRANCE AU XXI^E SIÈCLE ?

L'INSTITUTION EST UN ÉLÉMENT CLÉ DE LA
DEMOCRATIE

Les armées sont le berceau de l'Etat car la sécurité a été et est la condition de tout développement économique ou social. En même temps, résultat de trente ans de réformes, sinon de restructurations, les armées doutent, s'inquiètent. Leur capacité à agir est de plus en plus réduite, leur légitimité à exister peut-être compromise à terme. Cette situation est aussi confrontée aux interrogations des Français : quel est l'intérêt de ces forces armées qui, finalement, n'assurent leur protection que d'une manière lointaine, sans doute coûteuse, peu visible et pas toujours compréhensible en Afghanistan, en Libye ou en Afrique ?

La " réorganisation " issue du Livre blanc a fait des armées de simples contributrices à la protection des citoyens par le biais des politiques de sécurité intérieure et de sécurité civile. Certes la règle, pour l'instant respectée, est de fournir en fonction des effets attendus, une capacité " clés en mains " sous le commandement opérationnel du chef d'état-major des armées. Les armées garderaient pour seules vocations d'assurer la pérennité de la dissuasion et de servir de corps expéditionnaire... ce qui sera valable tant qu'il y aura des conflits. Cela signifie à terme de nouvelles réductions de leur format à moins que l'on tire les conséquences de l'échec de l'Europe de la défense avec le cas libyen. Faire une guerre juste et légale ne suffit pas pour entraîner derrière soi des forces alliées.

L'armée est de plus en plus une inconnue pour les citoyens. Son image positive, sans doute aussi sa capacité à recourir à la force maîtrisée, nourrissent les fantasmes de syndicalistes de la police (novembre 2005 lors des émeutes), de politiques (Ségolène Royal pour remettre les " jeunes " désocialisés dans le droit chemin), d'élus (appel du maire de Sevran en 2011), du citoyen qui souvent évoque son regret du service militaire... pour les " jeunes ". L'armée d'hier, dernier recours contre tous les désordres, n'existe (presque) plus et ce ne sont pas les soldats patrouillant ostensiblement dans les gares et les aéroports qui y changeront quelque chose.

Enfin, cette mauvaise idée du « coeur de métier » a justifié les réformes et les abandons. Certes l'aptitude à faire la guerre est spécifique. Cependant, c'est surtout leur aptitude à agir dans des situations très dégradées qui donne l'utilité sociale des armées. Elle dépasse largement la notion de « coeur de métier ».

Un ministère des armées

Peut-on encore redéfinir les relations entre la nation et les armées ? L'idée de la simple contribution de celles-ci à la sécurité du territoire et à la protection des Français est à revoir. Les armées ne font pas que " contribuer ". Elles

sont le garant de la pérennité de la France. Elles ne sont ni politisées ni syndiquées, ne se mettent pas en grève, servent en tout temps, en tout lieu. Elles sont l'expression de la communauté nationale dans sa diversité et dans la volonté de servir avec abnégation. Cette place doit être confirmée par des signes forts.

Aussi, la nécessaire visibilité des forces armées, et donc leur rayonnement, devrait amener le retour d'un ministère des armées comme le précise l'ordonnance de 1959 au lieu d'un ministère de la défense afin que les soldats de la République puissent s'identifier à " leur " ministère. Cela implique ensuite qu'un ministre des armées soit autant présent sur la scène politique qu'un ministre des affaires étrangères dès lors qu'un conflit est engagé. Toutes les unités militaires devraient rejoindre à terme le ministère des armées, alors qu'une partie d'entre elles servent au sein du ministère de l'intérieur avec le statut militaire (gendarmerie, pompiers militaires à Paris et à Marseille, sécurité " civile ") pour lui permettre de fonctionner en permanence, notamment à moindre coût.

Les forces armées, notamment terrestres, doivent surtout retrouver leur vocation à protéger le peuple sinon les institutions, quelle que soit la crise. Elles doivent disposer d'une capacité à intervenir sur le territoire national, voire créer des unités spécialisées régionales sous la forme par exemple d'une garde nationale complétant la réserve. Le rôle de celle-ci doit être revu avec des réservistes devenus souvent des supplétifs de toutes les administrations en mal d'effectifs. Cette réappropriation de la défense du pays par un plus grand nombre de citoyens pourra renforcer le lien entre l'armée et la nation, favoriser le recrutement, et envisager pourquoi pas un nouveau rôle social pour les armées.

Enfin, revitaliser l'esprit de défense amoindri avec la suspension du service militaire et valoriser les armées nécessitent le vote de la proposition de loi du 1er juin faisant notamment du 11-Novembre une journée dédiée au souvenir des soldats morts dans toutes les guerres. L'armée de la République a vocation à protéger le peuple et les institutions. A ce titre, sa place dans les institutions représente un facteur d'équilibre des pouvoirs régaliens et un élément clé de la démocratie. L'engagement de chaque soldat-citoyen fait de l'armée la protectrice naturelle et ultime de la nation dans toutes les crises sinon contre tout excès de pouvoir ou totalitarisme.

Or, il est possible que le rôle de l'armée puisse changer et être affaibli. Ce choix important, hasardeux dans un monde de plus en plus dangereux et une violence de moins en moins retenue, devra être assumé par chaque citoyen et par la classe politique. Cette question doit donc être posée : quelle armée la nation souhaite-t-elle au XXI^E siècle et pour quel rôle ?

François Chauvancy

Colonel dans l'armée de terre, il s'exprime en son nom.